

Le partage du pouvoir et la crédibilité de la démocratie en Afrique

PANA, 14/09/2008 Nairobi, Kenya - L'accord de partage du pouvoir au Zimbabwe met une fois de plus en jeu la crédibilité du processus démocratique en Afrique, près de neuf mois après la signature d'un accord politique similaire au Kenya pour mettre un terme à une crise post-électorale. Le chef de file de l'opposition zimbabwaise, Morgan Tsvangirai, qui a visité le Kenya le 21 août pour apprendre par lui-même comment fonctionne "le nouveau système de cohabitation politique", selon ses propres termes, s'apprête à devenir le Premier ministre de son rival, Robert Mugabe ce, au terme de longs pourparlers.

M. Tsvangirai, qui est entretenu avec Railo Odinga, le Premier ministre kenyan, sur les modalités de fonctionnement du partage du pouvoir exécutif, affirme que la différence fondamentale avec ses adversaires de la ZANU-PF est comment partager le pouvoir, "afin que personne ne soit confiné dans un rôle honorifique". La formule du partage du pouvoir a acquis une nouvelle signification, se présentant comme un antidote à "une démocratie en régression" en Afrique. Pour Alioune Tine, Secrétaire général de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (RADDHO), le partage du pouvoir est un très mauvais exemple pour la démocratie en Afrique. "Pourquoi investir de l'argent dans une nouvelle élection si on sait que si l'opposition gagne, on peut créer un climat de violence et une situation d'ingouvernabilité ?", s'est-il demandé. Il estime que ce qui se passe au Zimbabwe, comme au Kenya, est un mauvais précédent. "Si on continue sur cette voie, il ne sera plus possible de continuer à organiser des élections en Afrique", a-t-il dit, ajoutant que "le partage du pouvoir n'est pas un système démocratique". Le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, pour sa part, s'est montré ferme quant au fait que de mauvaises pratiques électorales et des résultats électoraux repoussés ne doivent pas être un prétexte pour gonfler la liste des conflits en Afrique. "Les élections ne doivent pas troubler la paix en Afrique. Nous avons fait des progrès significatifs en matière de démocratie, mais nous devons garder l'esprit d'organiser des élections ne suffit pas. Les élections ne doivent pas provoquer des violents", a jugé M. Ping. S'exprimant sur les négociations en vue d'un partage du pouvoir, ce dernier, qui a pris les devants de l'organisation panafricaine, il y a près de cinq mois, a dit que l'Afrique n'a pas substitué la démocratie au nouveau système de partage du pouvoir en vigueur dans ses Etats membres. "Est-ce que l'accord de partage du pouvoir au Kenya est un mauvais exemple ? Cet avis est minoritaire, me direz-vous, compte tenu du fait qu'il a été soutenu par tout le monde, notamment les Nations unies, le Royaume-Uni, l'Union européenne et les Etats-Unis", a dit M. Ping. "Si c'est vrai, cela voudra dire que nous avons failli et si nous avons failli, la faute nous incombe à tous. A chaque fois qu'il doit éteindre un feu, nous ne nous demandons pas si c'est imprudent", déclare-t-il, ajoutant que "personne n'a dit que l'agenda au Kenya et au Zimbabwe est définitif", a tenu à souligner le patron de la Commission de l'UA. M. Ping a estimé que la formule du partage du pouvoir est un moyen modeste visant à tuer dans l'oeuf un conflit potentiel, tout en fixant un agenda pour la mise en place de formes institutionnelles. "Nous n'avons jamais dit que c'est un modèle parfait. A l'instar du Kenya, nous présentons un modèle pour une Constitution démocratique ; c'est un modèle provisoire. Dans la charte de l'UA, nous plaçons pour une démocratie participative et nous essayons toujours de trouver un modèle parfait, mais personne, même en Europe, n'a atteint une démocratie parfaite", a-t-il souligné. La Prix Nobel de la paix, Wangari Maathai, qui est aussi présidente du Conseil économique, social, et culturel (ECOSOC), une organisation de la Société civile affiliée à l'UA, a dit que la plupart des dictateurs africains applique le principe de diviser pour régner afin de rester au pouvoir. "Les Africains doivent apprendre à gérer leurs affaires avec justice, équité et patience. Puisque nous sommes une démocratie, cela ne veut pas dire que je gagne à chaque fois qu'une élection est organisée pour les gens d'aujourd'hui au pouvoir", a déclaré Mme Maathai à la PANA. Selon elle, beaucoup de dirigeants africains profitent de l'ignorance de leur électorat et de l'inexpérience de leurs citoyens et attisent le sentiment ethnique afin de conserver le pouvoir. "Le Zimbabwe est divisé d'une manière telle qu'aucun leader ne peut y maintenir la paix et la stabilité, c'est pourquoi il est important pour les dirigeants de s'efforcer d'établir le dialogue et former un gouvernement qui prend en compte l'opposition", a-t-elle analysé. Imputant la crise actuelle du processus électoral en Afrique à l'appartenance ethnique, qui semble être le moyen de pression dont utilisent les responsables, elle note que les gens se voient obligés de voter dans un sens donné par crainte d'être persécutés. "Nous avons accompli des progrès considérables à l'UA, en prenant la gouvernance, en rejetant la mauvaise utilisation du pouvoir et en garantissant le respect de soi à l'Afrique, par opposition à l'époque où les gens s'emparaient du pouvoir et venaient à l'UA pour le contrôler", a observé M. Maathai. Les analystes politiques craignent toujours que le Zimbabwe ne jouisse de la stabilité politique qui doit accompagner l'accord de partage du pouvoir. Le vice-président du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Thokozani Khupe, demande aux dirigeants africains de s'assurer qu'il s'agit du dernier accord de partage du pouvoir conclu dans un but de paix. "Ils doivent veiller à ce que ça soit la dernière fois que cela se passe en Afrique, autrement les élections seraient interminables et dénuées de sens. On ne peut pas avoir de demi-mesure concernant les élections en Afrique. M. Mugabe doit être le dernier dictateur en Afrique", a déclaré M. Khupe à la PANA. Le MDC, qui va disposer d'un pouvoir substantiel dans le nouveau gouvernement, a fait avoir que cet accord doit être une exception et pas la norme. "Ce genre de système - le trucage des élections et le partage du pouvoir - est devenu inacceptable en Afrique", a indiqué George Sibotshiwe, porte-parole du président du MDC. "Normalement, le MDC a le mandat de gouverner après les élections du 29 mars. Nous voulons démocratiser notre pays et restaurer les libertés fondamentales ; comment alors sommes-nous supposés le faire quand on a un processus où le perdant est récompensé ?", se demande M. Sibotshiwe. Le secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines, Jendayi Fraser, a estimé, pour sa part, que même si la formule de partage du pouvoir en Afrique est non démocratique, elle offre une mesure à court terme pour résoudre les problèmes politiques. "Il n'y a pas de démocratie du tout si la voix du peuple ne peut être entendue, le partage du pouvoir n'est qu'une solution temporaire, il faut un processus qui assoie la base de la gouvernance", a dit M. Fraser, qui ajoute qu'une solution négociée est très faisable en ce moment car M. Mugabe n'est pas en mesure de gouverner sur la base des élections honteuses du 27 juin".